

La banlieue jaune

Enquête sur les recompositions d'un mouvement

par Jean-Baptiste Devaux, Marion Lang, Antoine Lévêque, Christophe Parnet & Valentin Thomas

Loin d'être sans leader, le mouvement des gilets jaunes est constamment traversé par des luttes de leadership. L'ethnographie d'un rond-point de mobilisation et des tensions qui traversent différents groupes lyonnais permettent de mieux comprendre l'inscription dans le temps de ce mouvement.

Après plus de quatre mois de mobilisation, l'heure semble être au bilan du « Grand débat ». Réel effort de concertation du gouvernement pour les uns, mascarade pour les autres, la controverse médiatique et politique place les revendications des gilets jaunes au cœur de l'actualité. Elle focalise ainsi l'attention sur les dimensions délibérative et nationale du mouvement (qu'il s'agisse du « Grand débat », de son alternative, le « Vrai débat », porté par d'autres gilets jaunes, ou encore de l'« Assemblée des assemblées » réunie à Saint-Nazaire), au risque de faire oublier que la pratique des assemblées ne va pas de soi, mais aussi que les mobilisations locales, nées sur les ronds-points, se poursuivent.

Dans l'agglomération lyonnaise, le campement de Corsieux¹ fut ainsi occupé de jour comme de nuit dès le début du mouvement. Il a constitué le point de départ de nombreuses actions, et notamment des multiples tentatives de blocage d'un vaste site industriel situé à deux pas de là. Pour les observateur.rice.s ou les militant.e.s qui ont suivi la mobilisation sur ce territoire, le site est ainsi devenu une référence incontournable. Certes, depuis le 17 novembre, plusieurs ronds-points à Givors, Villefranche, Saint-Quentin-Fallavier ou encore Vénissieux, ont été occupés chaque week-end. Dans cet entrelacs de mobilisation, Corsieux a néanmoins constitué le seul point de rassemblement quasiment permanent, jusqu'à ce que la police impose

¹ Le nom de la commune et les prénoms ont été modifiés.

sa destruction fin décembre. Le nom n'a toutefois pas disparu des esprits. D'une part, si le point de rassemblement a disparu, une importante partie de ses habitué.e.s ont continué à se mobiliser. D'autre part, aujourd'hui encore, se réclamer de Corsieux dans une assemblée générale de gilets jaunes à Lyon, revient à s'inscrire dans l'histoire d'une lutte politique locale prestigieuse, mais, aussi, clivante.

Par son caractère original et inattendu, le mouvement des gilets jaunes a fait couler beaucoup d'encre, dans le champ médiatique, mais aussi académique. Les outils développés dans les sciences sociales commencent à nous éclairer sur ce qui a pu être considéré comme un « [objet politique non identifié](#) ». [L'analyse développée par Samuel Hayat](#) en termes d'« économie morale », conduit ainsi à interroger le sens des revendications des gilets jaunes dans l'histoire des mobilisations populaires, soulignant leur désir d'un retour à un ordre juste. Caractéristique fondamentale du mouvement selon Hayat, cette économie morale ferait des gilets jaunes un mouvement tourné vers plus de justice, mais également conservateur par nature.

Pour stimulante qu'elle soit, cette analyse, comme d'autres produites peu de temps après le début du mouvement, ne repose pas sur l'enquête empirique, et renseigne donc peu sur ce qui se joue à l'intérieur de la mobilisation. Nous reprenons ici la critique formulée par Raphaël Challier, lequel a privilégié une [enquête ethnographique sur un rond-point de Lorraine](#). Comme lui, nous pensons qu'une telle démarche est indispensable pour saisir les multiples logiques sociales qui ont pu favoriser la dynamique des gilets jaunes. Cependant, si l'étude de Challier met en lumière le travail d'unification et de politisation à l'œuvre dans le mouvement, elle laisse de côté les tensions inhérentes à celui-ci. Pourtant, l'étude des tensions entre différents groupes au sein du mouvement nous semble pertinente pour comprendre sa durabilité.

Si le mouvement réussit à s'inscrire dans le temps, c'est sans doute moins grâce à la cohérence « morale » des revendications, qu'en raison des mécanismes de construction de collectifs, en concurrence les uns avec les autres. En cela, le mouvement des gilets jaunes peut être vu comme un « équilibre mobile de tensions » (Elias, 1984), une notion qui insiste sur le caractère mouvant des positions d'un ensemble d'acteur.rice.s en situation d'interdépendance. À partir de cette notion, nous observons les concurrences qui se jouent entre groupes d'individus mobilisés, notamment liées à des rapports sociaux de classe. Le mouvement des gilets jaunes n'est ainsi pas un mouvement sans leader. Il est au contraire traversé par des luttes de leadership dont les règles sont en constantes négociations. C'est cette réalité, centrale, mais peu étudiée, que nous proposons ici de prendre à bras le corps.

Dès fin novembre, alors que les « actes » du samedi après-midi sont en train de s'institutionnaliser, Corsieux a constitué le point d'entrée de notre recherche. De là, en suivant les acteur.rice.s et leurs actions (manifestations, assemblées, occupations de ronds-points, maraudes, blocages), il nous a été possible d'observer, de manière localisée, la dynamique des mobilisations dans l'agglomération lyonnaise et de manière plus ponctuelle dans

l'agglomération stéphanoise². À cinq sociologues et politistes, nous avons déployé un dispositif d'enquête qui articule plus d'une centaine d'heures d'observations et une trentaine d'entretiens retraçant trajectoires biographiques et engagement dans le mouvement. Cette étude de cas nous permet de prendre la mesure de l'évolution d'une mobilisation et, surtout, des aléas et des rapports de forces qui entourent la définition de ses revendications et de ses acteur.rice.s légitimes.

Ce suivi dans le temps, localisé et approfondi nous permet de restituer les luttes pour le leadership, qui jalonnent des « temps de l'engagement », entendus comme des moments clés qui reconfigurent les rapports de force internes au mouvement (Sawicki, 2003, p. 126). Une telle analyse ne peut d'ailleurs ici se restreindre à la population des gilets jaunes. Elle doit aussi inclure des acteurs et actrices qui, dans les champs politique et médiatique ou à l'instar des forces de l'ordre, participent à la construction du mouvement par ce qu'ils et elles en disent et y font.

Ce que le suivi du rond-point de Corsieux et de ses occupant.e.s nous a montré, c'est la manière dont un groupe de gilets jaunes issu des banlieues populaires s'est inscrit dans la durée, malgré des épreuves considérables : la stratégie répressive de l'État d'une part, et, de manière plus diffuse, la relégation de leur mode d'action au contact des militants du centre-ville. Mais ces épreuves ne sont pas synonymes de démobilisation, elles ont au contraire conduit ce groupe à une réorientation permanente de ses moyens d'action.

Les temps du rond-point : construction du collectif

En cette première semaine de décembre, plusieurs dizaines de gilets jaunes se relaient pour tenir le campement de Corsieux nuit et jour. Sur place, l'aménagement n'échappe pas au style des ronds-points décrits par d'autres observateurs et observatrices ailleurs en France : feu de palettes au sol, piquets et bâches étendues sur une courte dizaine de mètres et abritant un espace cuisine où gâteaux secs, conserves, saucissons et fromages s'entassent sur une table. Alors que certaines personnes sont seulement de passage - apportant parfois avec elles de la nourriture ou du matériel destinés à améliorer le confort du rond-point autant qu'à témoigner leur soutien - d'autres viennent ici quotidiennement. Quelques-un.e.s, d'ailleurs, sont sans domicile et passent leurs nuits sur des lits de fortune aménagés sous les bâches. À quelques mètres de là, une voiture de police surveille constamment les cabanes et leurs occupant.e.s. Le soir du 10 décembre, alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à prendre pour la première fois la parole depuis le début de la crise sociale, la trentaine de gilets jaunes présent.e.s décide de se regrouper autour du poêle afin d'écouter collectivement l'allocution présidentielle. Le discours est retransmis sur un téléphone dont le son est amplifié par une enceinte. À l'apparition du visage du Président de la République, quelques moqueries fusent. Puis, chacune des déclarations est discutée, critiquée,

² Nous remercions en particulier le Labex COMOD pour le soutien apporté à notre démarche.

fait l'objet de railleries, d'exaspération ou de rires quand certain.e.s réclament parfois un peu de silence. Au terme du discours s'engage un échange, d'une dizaine de minutes, sur les propositions avancées, unanimement désapprouvées, qui soulèvent des interrogations et des commentaires. Quelqu'un interroge la petite assemblée sur ce qu'est l'ISF, auquel le chef de l'État vient de faire mention. D'autres critiquent vertement la proposition faite par le Président de faire de l'immigration l'un des thèmes du « Grand débat » : « C'est encore quelque chose pour nous diviser ça ».

Cette scène de « communion », facilitée par le rejet du discours d'E. Macron, donne à voir aux observateur.rice.s que nous sommes un moment de politisation accélérée tout en offrant l'apparence d'un groupe uni. Elle s'interrompt cependant rapidement. Les gilets jaunes se dispersent aux quatre coins du campement, en fonction des sous-groupes et des affinités qui se sont déjà constitués. Comme nous l'observons depuis déjà quelques semaines, l'ordinaire de la mobilisation ne résiste pas aux mécanismes classiques observables dans d'autres mouvements sociaux ou propres à n'importe quel groupe social (Arnaud et al., 2009).

Certes, à Corsieux les personnes que nous rencontrons sont majoritairement issues des catégories populaires : ouvrier.e.s, employé.e.s (routiers, secrétaires, assistantes sociales, aide maternelle), chômeur.se.s ou retraité.e.s de ces mêmes professions sans oublier, aussi, quelques petit.e.s entrepreneur.e.s. Ils et elles viennent parfois de Lyon, souvent de sa proche banlieue « populaire », ou encore du périurbain. Néanmoins, l'appartenance à des fractions plus ou moins hautes de ces catégories dominées, ainsi qu'un ensemble de rapports sociaux ethniques, générationnels et de genre, menacent constamment l'existence d'un sentiment d'appartenance collective. On le comprend par exemple lorsque Claude, ouvrier dans l'industrie agroalimentaire d'une cinquantaine d'années, nous relate son expérience du rond-point de Valence et nous invite à y faire un tour, car « c'est plus franchouillard » et donc plus agréable que Corsieux. Cela s'observe aussi lorsque Christine évoque son malaise à être la seule femme de plus de quarante ans à participer aux maraudes³, au milieu d'un groupe de jeunes d'une trentaine d'années.

Dans cette optique, notons aussi que les logiques par lesquelles les acteurs et actrices choisissent leur lieu de mobilisation ne sont pas aléatoires et vont au-delà du simple critère de proximité géographique. Nathalie est par exemple venue à Corsieux sur les conseils de son frère, qui l'a orientée vers un lieu plus « tranquille » et envisagé comme moins conflictuel que le point d'opération « péage gratuit » situé de l'autre côté de l'agglomération.

La cohésion du groupe ne va donc pas de soi, mais passe par un travail constant d'encadrement des interactions. Prenons par exemple la revendication du caractère « apolitique » de la mobilisation, terme abondamment employé par les occupant.e.s des ronds-points et repris par certain.e.s journalistes. Le souci d'éviter les conflits liés à des opinions politiques divergentes en prenant simplement soin de les taire en public a été observé dans

³ Les maraudes sont l'occasion de redistribuer les surplus alimentaires dont dispose le campement à des personnes sans-domicile du centre lyonnais.

d'autres contextes (Eliasoph, 2010), et nous faisons ici l'hypothèse qu'il participe à la construction du sentiment d'appartenance au groupe (Coquard, 2018) des gilets jaunes de Corsieux. C'est en ce sens que Christine, ancienne secrétaire en voie de création d'une entreprise de bijoux, âgée de 55 ans et mobilisée depuis le 17 novembre adopte une forme d'autocontrôle. Bien qu'elle s'affirme clairement comme une femme de gauche, elle tolère la présence de personnes qualifiées de « racistes », au nom de l'ouverture du mouvement.

Ce travail de préservation et de construction du collectif est également perceptible dans la manière avec laquelle les gilets jaunes de Corsieux envisagent l'agencement de l'espace. Après la destruction partielle du campement suite à des intempéries début décembre, Hakim nous explique que la reconstruction s'est accompagnée du souci de ménager des espaces communs et de réduire au maximum les cloisons. Il s'agit pour lui d'éviter la constitution de clans qui ne communiqueraient pas ensemble, un problème évoqué à plusieurs reprises sur le rond-point.

À ce registre incitatif s'ajoute celui, plus contraignant, de l'encadrement des conduites, par l'établissement de règles de vie commune. Ces dernières font notamment l'objet de discussions houleuses lors d'une assemblée générale improvisée sur le rond-point début décembre. Sont pointés du doigt ce soir-là des comportements qui contreviendraient à la cohésion du groupe et à certaines normes de respectabilité, tels que la consommation d'alcool, ou la négligence vis-à-vis de la propreté du lieu. Les actions militantes sont, elles aussi, l'occasion de cadrer les comportements.

Nous l'observons lorsque, dès les premiers jours de notre enquête, nous participons à des maraudes organisées à partir du rond-point. Le stock impressionnant de nourriture amassée permet une redistribution quasi quotidienne auprès de personnes sans domicile à Lyon. Une dizaine de véhicules et une remorque sont alors mobilisés. Boissons d'un côté, fruits et légumes de l'autre, sandwiches végétariens, avec viande, sans porc, etc., les denrées sont triées en fonction des potentiels régimes alimentaires et des besoins spécifiques. Ce travail qui s'effectue à la hâte au cours de la distribution est orchestré par Fathia, une retraitée vivant en foyer et surnommée « mamie » à cause de son âge plus avancé que la moyenne sur le rond-point. Son expérience dans plusieurs associations lui permet de maîtriser les enjeux de l'opération : elle n'hésite pas à reprendre les nouveaux arrivants un peu bruyants en expliquant par exemple que les coups de klaxon sont mal venus ou encore que le nombre important de participant.e.s peut effrayer les publics. Elle connaît également les sites servant de « campements » pour migrant.e.s ou autres personnes sans domicile. Très rapidement, Fathia s'impose comme la référente pour ce genre d'action.

Compétences qui comptent et apparition des leaders

Le rond-point offre ainsi aux acteurs et actrices un espace dans lequel ils et elles peuvent s'investir de différentes manières et selon leurs compétences. Cela contribue à structurer différentes positions à l'intérieur du groupe. En l'absence de mécanismes formels de désignation des représentant.e.s, leur sélection repose d'abord sur la valorisation de compétences perçues comme stratégiques par les membres du collectif (bien parler, être un.e manuel.le, savoir utiliser les réseaux sociaux) ou relevant de trajectoires spécifiques (avoir fait des études de droit, avoir écumé plusieurs lieux de mobilisation et connaître de nombreux.ses acteurs et actrices du mouvement). Par ailleurs, il est vrai que les expériences au sein d'organisations syndicales ou partisans ne sont pas valorisées en tant que telles. Il n'en demeure pas moins que les savoir-faire acquis en leur sein peuvent être aisément recyclés, par exemple pour négocier et dialoguer avec les forces de l'ordre ou les élus locaux, susciter l'attention lors de prises de parole publiques, organiser des assemblées citoyennes.

Progressivement, nous observons ainsi la formation d'un petit groupe que nous identifions comme les organisateur.rice.s du rond-point. Quelques propriétés communes (mais non exclusives) de ses membres ont probablement facilité la formation d'affinités entre eux.elles : leur âge (entre 20 et 35 ans), un fort investissement sur le rond-point, certaines affinités politiques, et le fait qu'il s'agisse de personnes issues des fractions basses des classes populaires et, pour certaines, racisées. Sur place, ces militant.e.s sont progressivement reconnu.e.s comme les plus actif.ve.s. Ils et elles organisent en effet les rares réunions dans lesquelles sont abordées les problématiques logistiques ou relationnelles sur le campement et initient plusieurs actions de blocages ou de perturbations de sites industriels ou de logistique. Lorsque l'on explique vouloir faire une étude sur les participant.e.s à la mobilisation, ce sont les membres de ce groupe qui se sentent autorisés à introduire notre démarche auprès des autres occupant.e.s du rond-point.

Parmi elles.eux, Sonia, employée de la grande distribution au chômage depuis quelques mois, est devenue rapidement visible en publiant des vidéos en direct sur plusieurs réseaux sociaux, appelant dès la semaine du 19 novembre à « rejoindre Corsieux ». Dans une moindre mesure, c'est aussi le cas de Lyès, petit entrepreneur taquiné par les autres membres du groupe pour sa propension à parler aux médias qui se sont rendus plusieurs fois sur le campement. Comme Lyès et Sonia, une petite dizaine d'individus a progressivement accumulé des ressources politiques permettant de revendiquer la représentation les « Gilets jaunes de Corsieux », qui passe notamment par l'administration de la page Facebook du groupe. S'y jouent entre autres des prises de distances explicites avec d'autres acteurs et actrices du mouvement, opérées au nom des « Gilets jaunes de Corsieux ». La conversation privée du groupe mise en place via une application de messagerie sécurisée constitue un second outil de maîtrise des frontières du collectif dont ce petit groupe finit par contrôler l'accès. Ce pouvoir d'inclusion et d'exclusion, concentré entre leurs mains, tend peu à peu à favoriser un relatif entre soi, par ailleurs constamment entretenu par les menaces réelles ou anticipées de surveillance policière.

Les leaders de Corsieux contraints à de nouveaux moyens d'action

Si jusque-là un certain nombre de compétences pouvaient être valorisées sur le campement, cela change fin décembre. Dans la nuit du 19 au 20, à la suite d'un ultimatum policier, le campement est en effet détruit par une poignée de ses occupants.e.s. En l'absence de lieu de rassemblement, la fonction de représentation du groupe de Corsieux devient alors prépondérante et, pour le dire autrement, la fin du rond-point va réduire ce groupe à son noyau organisationnel. Cette évolution n'est pas sans conséquence sur les stratégies employées ni sur la place de Corsieux dans l'écosystème de la mobilisation. Privés de rond-point, les gilets jaunes de Corsieux sont contraints de trouver d'autres lieux et éventuellement d'autres formes de mobilisation. Dans ce nouveau temps du mouvement, le petit groupe de leaders identifié multiplie les tentatives pour mettre en place d'autres « QG » (ronds-points plus périphériques, squat...) sans pour autant parvenir à recréer un espace de rassemblement permanent. Dans le climat de répression intensifiée, la circulation des informations repose plus encore qu'auparavant sur des canaux fermés et un entre-soi formé autour de ce petit groupe. En tant qu'enquêteur.rice.s, nous éprouvons alors des difficultés à maintenir un contact régulier. Ce n'est qu'après les avoir retrouvés lors des actes du samedi, début janvier, que nous prenons connaissance des actions qu'ils et elles ont menées à Corsieux ou dans ses environs pendant les dix jours précédents afin de maintenir difficilement leur visibilité et leur cohésion.

Dans ces nouvelles circonstances, c'est bien Lyon, le centre de l'agglomération, qui constitue le nouveau lieu de rassemblement à investir pour ce petit groupe de leaders, via les actes du samedi après-midi, mais aussi d'autres manifestations que les gilets jaunes appellent à rejoindre. Deux éléments mettent toutefois à mal l'efficacité de cette nouvelle stratégie. D'une part, le caractère imprévisible du parcours des manifestations et la forte répression policière dont leurs participant.e.s sont victimes, tendent à éclater les cortèges et à produire des tensions quant aux stratégies manifestantes à adopter. D'autre part, des personnes rencontrées à Corsieux nous expliquent être investies désormais sur un ou plusieurs autres ronds-points.

En investissant plus fortement ces manifestations, et surtout en y plaçant des enjeux de maintien de la visibilité du groupe, les leaders de Corsieux se confrontent à d'autres groupes maîtrisant mieux cette modalité d'action. Lors de la manifestation du 5 février à l'initiative des syndicats, les représentants de Corsieux sont ainsi mis en difficulté. À la fin du défilé syndical déclaré, Lyès et Audrey souhaitent prendre la parole au micro des camions de la CGT pour annoncer la poursuite de la manifestation par les gilets jaunes. Un militant CGT leur explique, non sans véhémence : « vous pouvez prendre la parole bien sûr, mais chez nous c'est chacun son tour, et là y'a déjà une liste d'attente. C'est aussi ça la démocratie ! » C'est finalement à partir d'un mégaphone qu'Audrey appellera les gilets jaunes à poursuivre le mouvement. Un peu plus tard, alors que le millier de gilets jaunes s'est rassemblé devant la Cour d'Appel et d'Assise de Lyon, c'est encore avec bien des difficultés que Lyès parvient à se saisir du mégaphone pour

annoncer la tenue d'une « assemblée citoyenne » organisée par le petit groupe de leaders de Corsieux dans une commune de la périphérie sud.

Corsieux à l'épreuve du centre-ville : une concurrence à armes inégales

La prise de parole publique fait effectivement figure d'épreuve (Dulong et Matonti, 2007) dans la mesure où elle est davantage maîtrisée et *a fortiori* monopolisée par des individus rompus à l'exercice et qui organisent le mouvement dans le centre de l'agglomération. C'est le cas notamment de Nino qui intervient bien plus longuement et avec un discours plus politisé devant la Cour d'Appel ce 5 février. Nino participe activement à la structuration du mouvement en centre-ville. Détenteur d'un CAPES, il a créé début décembre une page Facebook avec une poignée d'ami.e.s, sur laquelle ils.elles appellent les étudiant.e.s à rejoindre la mobilisation. Il y publie un ensemble de tracts, qu'il distribue avec ses ami.e.s devant les établissements de l'université Lyon II. Revendiquant tacitement la représentation des « étudiants solidaires des gilets jaunes » - un monopole auquel personne d'autre, par ailleurs, ne semble prétendre - il s'insère dans les lieux de débats du centre lyonnais et participe activement à l'organisation de l'assemblée générales (AG) de la bourse du travail.

À Lyon effectivement, le mouvement tend à s'enraciner au moyen d'une assemblée générale hebdomadaire dès le début du mois de janvier. Chaque lundi soir, la bourse du travail prête ses locaux, lorsque l'assemblée n'est pas contrainte de se tenir sur la place publique mitoyenne en raison de son affluence. Composée d'une majorité d'hommes non-racisés plutôt jeunes, elle permet à une poignée d'acteurs et d'actrices du centre urbains d'occuper progressivement une position centrale dans l'environnement local du mouvement. Rappelant les assemblées de « Nuit debout », cette AG est organisée en différentes commissions sectorielles (« débats, finances, convergence des luttes, RIC »...). Aussi, la valorisation des compétences délibératives et oratoires offre la possibilité à certains profils d'acteur.rice.s de prendre des positions publiques au nom des « Gilets jaunes de Lyon ».

Globalement mieux doté.e.s en capitaux culturels (notamment scolaires), les organisateurs et organisatrices de l'AG sont plus proches du public qu'ils et elles mobilisent que des habitué.e.s du rond-point de Corsieux. C'est le cas d'Émilie, désignée référente de la commission finances de l'AG du fait de ses compétences en comptabilité et qui construit une opposition entre deux registres d'action. Pour elle, les opérations de péage gratuit ou de blocages organisés depuis les ronds-points sont « contre-productifs ». Au contraire, elle se réjouit du renforcement de la dimension délibérative du mouvement, et continue de participer aux manifestations chaque samedi.

Les AG offrent à celles et ceux qui les organisent une importante visibilité notamment médiatique, quand, au même moment, les leaders de Corsieux perdent l'accès aux médias que le rond-point contribuait à attirer. Si le centre-ville lyonnais n'a pas l'apanage de l'organisation de telles assemblées, c'est bien là qu'elles sont les plus régulières et rassemblent le plus de personnes. Surtout, elles constituent un moyen d'action privilégié pour certain.e.s leaders quand d'autres s'y essaient avec plus de difficultés et de risque.

Ainsi, le 4 février, aucun.e participant.e à l'AG ne porte de gilet jaune, à l'exception notable de Sonia, qui, en aparté, tire de cette distinction une certaine fierté. Dans les couloirs de la bourse du travail, elle nous explique ne venir à ces AG du lundi que « quand [elle a] le temps et [qu'elle] n'a rien d'autre à faire », tentant ainsi d'euphémiser la dynamique qui tend à faire de ces rassemblements un nouveau point cardinal de la mobilisation.

Si durant ces assemblées, les références aux ronds-points sont nombreuses, notamment par l'évocation des « camarades » ou des « gens » que l'on y « connaît », elles sont avant tout un moyen de capter le crédit issu des actions militantes passées, emblématiques du mouvement et associées aux classes populaires, sans pour autant que les instigateurs et instigatrices de ces actions ne soient directement valorisé.e.s. Ainsi, en dehors de ces exercices de réappropriations symboliques, le fait d'avoir « tenu » un rond-point ne semble pas, dans cet espace de la mobilisation du centre lyonnais, constituer une source importante de légitimation.

À l'inverse, la représentation de l'AG lyonnaise à « l'Assemblée des assemblées » organisée à Commercy (Meuse) fin janvier, est un enjeu pour les leaders urbains. L'événement rassemble 300 représentant.e.s de gilets jaunes venu.e.s de toute la France, sous l'œil de plusieurs médias⁴. La désignation des délégué.e.s lyonnais.e.s repose alors sur un tirage au sort parmi un échantillon restreint de volontaires, effectué à la fin d'une AG de janvier. Quatre des organisateur.rice.s de ces AG sont ainsi mandaté.e.s en tant qu'observateur.rice.s. Durant l'événement, ces délégué.e.s, publient plusieurs vidéos à partir de leurs comptes personnels sur les réseaux sociaux, pour présenter l'avancée des travaux. Cette exposition, bien que temporaire, participe à consolider leur visibilité dans l'espace local de la mobilisation. De manière significative, pendant la même période, Sonia et Audrey nous expliquent n'avoir jamais eu connaissance de l'assemblée de Commercy, malgré l'importante couverture médiatique. Leur manière très locale d'appréhender le mouvement a ainsi constitué un facteur supplémentaire de leur marginalisation dans les luttes pour le leadership lyonnais.

⁴ <https://www.mediapart.fr/journal/france/270119/gilets-jaunes-commercy-l-ag-des-ag-remporte-un-succes-daffluence>

S'appropriier les assemblées ou revenir aux fondamentaux ?

L'analyse ne peut néanmoins pas s'arrêter à ce constat, qui ferait des urbains mieux dotés en capitaux culturels les gagnants presque fatals d'une mobilisation originellement populaire. Parallèlement à la tenue des AG du centre-ville, Sonia et le petit groupe de leader de Corsieux s'engagent en effet dans l'organisation d'assemblées en banlieue, sous une forme explicitement différente. Récusant le terme d'« assemblées générales », trop associé au vocabulaire syndical, ils et elles organisent trois « assemblées citoyennes » dans des communes proches de Corsieux. Celles-ci ne sont pas organisées en commissions, même si un ordre du jour thématique peut être établi. Le registre du témoignage domine les prises de paroles des intervenant.e.s, et des élus LREM (locaux ou nationaux) sont invités pour l'occasion. S'il ne semble pas question d'y prendre des décisions collectives (aucun vote n'y est organisé), ces assemblées constituent un moment où le groupe de Sonia est à nouveau à l'initiative. Ses membres font la publicité de l'événement en amont, tiennent la tribune et organisent les échanges entre les participant.e.s, se légitimant ainsi comme représentant.e.s auprès de l'audience, des médias et des élus sollicités.

Pour autant, en dehors de ce groupe restreint d'organisateur.rice.s, les habitué.e.s du rond-point de Corsieux que nous avons croisés au début de notre enquête ne forment pas le gros du public. Aussi, si ces assemblées resserrent les liens internes au groupe que nous avons identifié comme les leaders de Corsieux, elles ne lui permettent visiblement pas de produire une base de militant.e.s mobilisable.

La stratégie d'importation des assemblées en banlieue n'épuise pas à elle seule les moyens d'action du groupe de Corsieux, et semble même faire l'objet d'une remise en question implicite. En effet, comme pour rappeler un « âge d'or » des actions menées sur le rond-point, plusieurs appels à un « retour aux sources » sont lancés sur la page Facebook à partir du mois de mars : retour au rond-point de Corsieux, occupation d'un nouveau rond-point, blocages de péages, etc. L'expérience du centre-ville n'a donc pas démobilisé le groupe de Corsieux, mais a conduit à un nouveau temps de son engagement. Celui-ci est marqué par un effort de différenciation par rapport aux autres groupes mobilisés et par une réappropriation du mouvement qui passe par un retour des actions en banlieue.

Conclusion

Regarder le mouvement en train de se faire permet d'en observer les évolutions et, ainsi, de s'extraire de deux grilles de lectures pour partie imposées par l'agenda médiatique et politique. D'une part, celle qui viserait à positionner uniformément le mouvement sur un échiquier politique auquel par ailleurs une frange importante des acteur.rice.s n'accorde aucun crédit. De

l'autre, celle qui conduirait à envisager le mouvement des gilets jaunes comme l'expression spontanée d'un peuple mû par des intérêts objectifs et homogènes.

L'« équilibre mobile de tensions » (Elias, 1984) que nous avons observé au plus proche des lieux de mobilisation rend compte d'un mouvement irréductible à une essence, figée et définitive. La redistribution des ressources que génèrent la répression et les focales médiatiques successives tendent à invisibiliser tout un travail de mobilisation entrepris par des acteurs et actrices initialement investi.e.s en banlieue populaire.

Ici, la longévité du mouvement s'explique davantage par les réponses qu'apportent les gilets jaunes de Corsieux aux différentes épreuves auxquelles elles et ils doivent faire face. Si notre observation s'inscrit dans un contexte spécifique, elle ouvre des pistes d'interprétation plus générales du mouvement. La concurrence qui s'opère au sein du mouvement semble ainsi suffisamment ouverte pour qu'elle ne conduise pas, jusqu'ici, à une démobilitation de ses acteurs et actrices, mais à une recherche constante de nouveaux espaces de mobilisation. On peut alors s'interroger sur l'impact de la focalisation médiatique et politique sur les aspects délibératifs du mouvement, lesquels semblent disqualifier une certaine manière d'être gilet jaune.

Bibliographie

- Arnaud, L., Ollitrault, S., Rétif, S., Sala Pala, V. (Eds.), 2009. *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux : classe, ethnicité, genre, Logiques sociales*. Harmattan, Paris.
- Coquard, B., 2018. « Déjà nous ». *Politix* n° 122, 57–78.
- Dulong, D., Matonti, F., 2007. Comment devenir un(e) professionnel(le) de la politique ? *Societes Representations* n° 24, 251–267.
- Elias, N., 1984. *What Is Sociology ?* Columbia University Press.
- Eliasoph, N., 2010. L'évitement du politique : comment les Américains produisent l'apathie dans la vie quotidienne, *Études sociologiques*. Économica, Paris.
- Sawicki, F., 2003. Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement, in *La politisation*. Belin, Paris, France, p. 123–146.

Publié dans lavedesidees.fr le 30 avril 2019